

Mais que restera-t-il de notre Groupe France Télévisions après les élections présidentielles ?

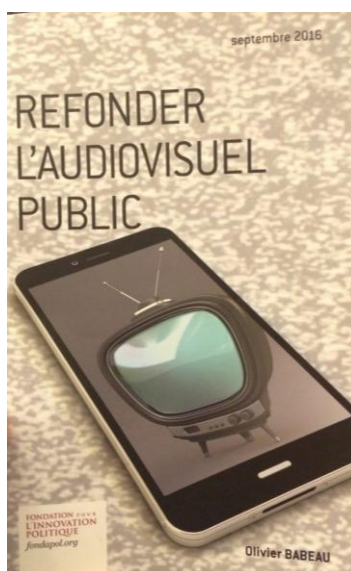
Déclaration liminaire des élus Force Ouvrière lue ce jour devant le Comité de Groupe France Télévisions.

« Les prochaines élections présidentielles se déroulent dans 7 mois. Une nouvelle fois l'audiovisuel public, qui doit être avant tout considéré comme un service public, devient un enjeu politique dont ses salariés sont les otages.

Coup-sur-coup l'avenir de France Télévisions est remis en cause au travers de deux publications. Les engagements du Contrat d'Objectifs et de Moyens négocié avec l'actuel Gouvernement semblent déjà avoir du plomb dans l'aile.

Privatiser France 2 et supprimer France 3, France 4 et France Ô, c'est d'abord la proposition émise par la Fondation pour l'Innovation Politique, le Fondapol, dans sa dernière publication intitulée « Refonder l'Audiovisuel Public ».

Fondée en 2004 avec le soutien de l'UMP, la Fondation pour l'Innovation Politique se présente comme un cercle de réflexion, un « think tank » libéral. Il est considéré comme un des plus influents clubs de réflexion politique de la Droite en France.



Cette publication volontairement provocatrice, parfois à la limite de l'outrance dans ses arguments, est éditée juste avant le début des Primaires de Droite. Cela n'est pas un simple hasard.

Que dit ce rapport, particulièrement mal écrit d'ailleurs, de Olivier Babeau présenté comme un chercheur, professeur d'Université à Bordeaux, mais qui oublie de préciser qu'il

a été aussi le conseiller de Roger Karoutchi dans le Gouvernement Fillon, puis du Premier Ministre lui-même ?

Il propose le désengagement quasi-total de l'État dans l'audiovisuel public en évoquant le principe de subsidiarité : « Partir du principe de subsidiarité, c'est affirmer, pour paraphraser Montesquieu parlant de la loi, que là où l'État n'est pas nécessaire, il importe qu'il n'y ait pas d'État ». Argument très contestable 300 ans plus tard après avoir été écrit. Nous estimons, nous à FO, que la Société a évolué et que l'Ancien Régime est aboli.

Olivier Babeau ne donne à aucun moment la parole aux publics, ni aux salariés. Il ne précise pas non plus les conséquences sur l'emploi ou les structures. Il oublie de dire que chaque nation européenne dispose, contrairement à la France, d'un audiovisuel public national fort.

Pour lui, il faudrait garder une chaîne publique pour diffuser de la musique classique et des spectacles élitistes. Les questions sur les missions premières du service public ne sont pas abordées honnêtement : l'accès gratuit aux chaînes ou aux contenus numériques par exemple. Le fait que la redevance finance la création Française dans le privé (cinéma, dessins animés...). Que sans ce financement issu du public il ne pourrait pas y avoir d'exception culturelle française.

Mais le ver est dans le fruit. Ces hommes sont des adversaires virulents du service public et de France Télévisions. Il ne faut pas négliger leur capacité à vouloir nous détruire sans aucune compassion pour les salariés ou les ravages sur l'emploi.

Ces notes sont d'ailleurs étrangement assez proches du livre-programme, « Tout Pour La France » de l'ancien Président de la République, Nicolas Sarkozy. Un livre qui sort concomitamment. 3 pages sont entièrement consacrées aux médias.

D'abord il propose une réduction progressive de la Publicité sur les antennes de France Télévisions et Radio France. C'est-à-dire une perte nette de nos recettes pour les années à venir. Les compensations financières ne sont d'ailleurs pas évoquées. En tout cas cette décision pourrait mettre en péril le développement de notre Groupe.

Nicolas Sarkozy se justifie en expliquant qu'il faut sortir l'audiovisuel public « de la tyrannie de l'audience ». Mais nous rappelons que sous l'ère de Mr Rémy Pflimlin « une audience qualitative » avait été mise en place. Cette expérience à fait « pschiit » pour une simple raison. Nous évoluons dans un monde concurrentiel et marchand dont la référence, reste et restera l'audience.

Ensuite le candidat au primaire de Droite propose la remise en cause du système de nomination des Présidents Directeurs Généraux de France Télévisions. Il est extrêmement critique sur les auditions secrètes du CSA. Il veut mettre un terme « à la farce de ces nominations ». Il faut changer le système.

Pour mémoire en 2008, c'est Nicolas Sarkozy qui avait mis en place un procédé totalement discrétionnaire de désignation des patrons de France Télévisions sous le principe de « je paye, je choisis ». Toute la mandature de Rémy Pflimlin a eu à pâtir de cette désignation, le PDG étant alors suspecté de collusion avec le pouvoir politique.

Enfin, l'ex-Président de la République remet lui-aussi en cause nos missions de service public, en qualifiant d'«ubuesque» le périmètre de nos chaînes. « Il y a sans doute une chaîne de trop », affirme-t-il, préfigurant ainsi la future privatisation de France 2 ou France 3. L'objectif de cette probable privatisation étant de bénéficier de retombées financières importantes et nécessitant de captiver de gros investisseurs potentiels.

Mais ce qui inquiète particulièrement Force Ouvrière dans ces deux publications, c'est la caricature de nos productions et la volonté quasi-affichée de contrôler notre information et les journalistes du service public. L'argument est le même : « nous ne nous différencions pas du privé » ; ce qui est évidemment totalement faux.

Il suffit de regarder le résultat de la nouvelle plateforme d'information en continue Franceinfo: pour s'en convaincre : une information pertinente en mutualisant nos moyens, une mise à l'image différente, un éditorial percutant et sérieux.

Cela n'empêche pas le candidat au primaire de remettre en cause l'existence même de cette chaîne puisqu'« il y a déjà 3 chaînes d'information dans le secteur privé ».

Pire, des journalistes ou des émissions sont directement visés. « La dérision, la polémique, l'investigation racoleuse ont trop souvent pris le pas sur la découverte, la science, la culture », écrit le candidat Nicolas Sarkozy faisant sans doute référence à « Cash Investigation » ou à des humoristes qui travaillent pour le service du public. Force Ouvrière condamne et dénonce ces attaques à mots couverts venant des plus hauts responsables de notre Pays qui visent des collègues. Cela est intolérable et inacceptable.

Quant à la position des partis de Gauche ou dits de Gauche, ils sont pour l'instant étrangement silencieux concernant l'audiovisuel public, ce qui ne laisse présager absolument rien de bon pour notre avenir. Rappelons que c'est tout de même un Gouvernement dit de Gauche qui a mis en place une réforme territoriale rejetée par une grande majorité de Français. Une réforme centraliste et jacobine, qui nie les Histoires régionales, les identités et les langues vernaculaires. Une réforme que nous devons malgré tout accompagner, en totale contradiction avec la pertinence éditoriale de notre mission de service public de proximité. Il y a là un enjeu de Démocratie dont le Parti Socialiste n'a absolument pas mesuré les conséquences sur les prochains votes.

Finalement, cette volonté plus ou moins affichée de nos élites, de tous bords, de justifier une réforme du service public pour construire une BBC à la française est une utopie ou un

mensonge. Les moyens financiers ne sont pas équivalents et ils ne le seront jamais : près de 5 Milliards d'Euros pour la BBC, 2,5 Milliards pour France Télévisions.

Au fond, une fois pour toute, c'est au Législateur d'être cohérent avec lui-même et de trancher les questions d'identité de nos chaînes inscrites dans notre Contrat d'Objectifs et de Moyens.

FO défend l'idée d'un France 2 chaîne nationale généraliste, d'un France 3 et Outremer 1ère prioritairement régional et de proximité, d'un France 4 qui défend les nouvelles écritures et les programmes jeunesse, d'un France 5 chaîne du savoir, d'un France Ô qui fait la part belle aux inégalités et à la diversité culturelle française.

Apparemment ces simples définitions font encore débat au Parlement. Il faut que cela cesse sinon c'est tout l'édifice et la justification du service public qui risque de s'ébranler. Chacun voulant tirer la couverture à soi à des fins d'intérêts politiques ou partisans.

Vous comprendrez bien Madame la Présidente qu'au moment où vous nous demandez de débattre en Comité Groupe des Orientations Stratégiques et du Contrat d'Objectifs et de Moyens, nous doutons fortement de la sincérité de l'engagement de l'État.

Nous qui représentons les salariés, nous savons que nous allons beaucoup débattre des objectifs... et très peu des moyens.

D'ailleurs, vous avez déjà annoncé la suppression de 500 postes au sein de France Télévisions : il s'agit d'un plan social qui ne dit pas son nom. Les 50 Millions d'Euros supplémentaires que nous propose l'actuel Gouvernement à l'horizon 2020 sont la compensation en masse salariale de ces 500 emplois, nous ne sommes pas dupes. Mais sur qui va reposer la charge de travail supplémentaire de ces départs ?

Tout cela pour vous demander à vous Madame la Présidente une demande pour ces prochains mois. Car ils seront très agités.

Vous devez défendre notre entreprise sans aucune concession et ne pas rogner sur notre périmètre. Jamais.

Notre Organisation Syndicale combattra dans ce sens.

Ne laissez tomber personne. Ne laissez tomber aucune de nos marques. D'ailleurs nous mettons à votre crédit la création d'une nouvelle marque Franceinfo: qui est un grand succès. Derrière chaque marque, il y a des collègues qui s'investissent. Soyez ferme. Il vous en coûtera peut-être votre mandat, mais pas votre honneur ».

Le 22 septembre 2016

Le 14 septembre 2016,

Monsieur Reynié,

Jean-Claude Mailly, Secrétaire Général de Force Ouvrière m'a fait parvenir votre dernière publication « Refonder l'Audiovisuel Public » d'Olivier Babeau. En tant que secrétaire-adjoint de la Fédération FO de l'Audiovisuel, délégué syndical central de France Télévisions, et désigné de nombreuses fois comme « expert » de l'audiovisuel public auprès de l'Assemblée Nationale ou du Sénat, il lui est apparu opportun de me faire prendre connaissance de votre travail.

J'aime lire. Je ne parle jamais des mauvaises publications, mais là je vais faire une exception...

Quelle déception. Ce n'est pas digne de votre Fondation. Je ne parle pas du style, il s'agit davantage d'une "planche" que d'un livre, ni de la prétention de son auteur qui se prend carrément pour Descartes en citant son travail, mais de ses approximations et de ses contre-vérités.

C'est un travail bâclé, complètement orienté dont le seul but est de conclure "qu'il faut privatiser France 2 et supprimer France 3, France 4 et France Ô", parce que la Presse Régionale va très bien ; alors que tout le monde sait qu'elle vit sous perfusion.

Pour lui, il faudrait garder une chaîne publique pour diffuser de la musique classique et des spectacles élitistes. Les questions sur la subsidiarité du service public ne sont pas abordées honnêtement : l'accès gratuit aux chaînes ou aux contenus numériques par exemple. Le fait que la redevance finance la création Française dans le privé (cinéma, dessins animés...). Que sans ce financement issu du public il ne pourrait pas y avoir d'exception culturelle française.

Je ne parle pas des conséquences sur l'emploi dans tout le secteur de la Production et de l'Audiovisuel privé et public dont il n'est fait aucune mention. On ne peut regretter que cette étude, mais en est-ce une ?, ne donne pas la parole aux salariés ni aux publics.

Finalement le fond de cet ouvrage devient inutile, alors que le thème est intéressant : ce n'est plus qu'une caricature.

Je plains honnêtement vos lecteurs qui n'auront qu'une argumentation tronquée des éléments pour « refonder l'audiovisuel public ». Pour être sincère en lisant ce fanzine libéral et européen, je me suis dit que ceux qui se considèrent comme nos élites sont sacrément déconnectés des réalités...

C'est pourquoi, afin de contribuer au débat nous proposons à Monsieur Olivier Babeau de venir découvrir France Télévisions et/ou Radio France, je pourrais me charger de lui faire visiter nos locaux et de répondre à l'ensemble de ces interrogations.

Bien cordialement,

Monsieur Eric Vial
Délégué Syndical Central FO



Suite à cette lettre envoyée à M. Dominique Reynié, Directeur Général de la Fondation pour l'innovation politique, celui-ci a répondu favorablement à l'invitation de Force Ouvrière.